

La réalisation optimale de l'idéal démocratique par l'extension du marché selon Milton Friedman

Etienne Wiedemann

Abstract: *In Capitalism and Freedom*, Milton Friedman seeks to establish that free market can be thought of as the best possible device to realize the idea of democracy for it allows all individuals to directly decide of their own existence. In order to reach such a conclusion Friedman reduces first the idea of democracy to an ideal of maximum extension of individual freedom. This reduction is based on a strong individualism and on the idea that there is an irreducible diversity of individual preferences. These same elements allow him to criticize the representative form of democracy as necessarily involving phenomena of tyranny of the majority that the market could prevent. Democracy is defined by Friedman in a way that relies heavily on the values of autonomy and pluralism that could be optimally promoted by the market (according to him). This definition of the democratic ideal introduces the possibility to conceive the relation between economic experts and democracy as non-conflictual: the economic science is supposed to give value-neutral prescriptions to lawmakers in order to optimally frame the markets on which the individuals can govern themselves through their choices. In this paper I intend to demonstrate that this interpretation of the idea of democracy as no more than an ideal of maximum extension of individual freedom is incomplete since it lacks determinacy, opening thus potential issues of arbitrage between economic freedom and political freedom. In addition, it is to be noted that the idea of equal power of citizens that is constitutive of democracy needs to be eliminated if one wants to present the free market as the ideal democratic device.

Keywords: Neoliberalism; Milton Friedman; Democracy; Market; Efficiency.

1. Introduction¹

Lorsqu'il publie *Capitalisme et liberté*, Friedman se présente comme un défenseur de la démocratie en affirmant dans un contexte de Guerre Froide

* ENS de Lyon (etienne.wiedemann@ens-lyon.fr)

¹ Cet article a bénéficié des retours et remarques lors de la journée d'étude "Néolibéralisme et démocratie" à l'ENS de Lyon les 17 et 18 Octobre 2019. En plus des participants de ces journées, je tiens également à remercier, pour des relectures ultérieures, Nathanaël Colin-Jaeger ainsi qu'un évaluateur anonyme. Je reste néanmoins responsable des erreurs et imprécisions qui subsisteraient.

que le marché libre est une condition nécessaire pour son existence. C'est probablement cette idée de la pensée politique de Friedman qui a été la plus discutée car elle est intervenue dans le cadre de débats vifs sur la possibilité d'un socialisme démocratique. D'autre part il est fréquent de nos jours de mentionner le nom de Friedman lorsqu'on veut parler de figures du néolibéralisme dont la pensée tendrait à limiter la démocratie et la souveraineté populaire, au profit du marché libre établi selon les prescriptions de l'expertise économique². Cela n'est pas sans fondement dans la mesure où les *Essays on Positive Economics* de Friedman ont largement contribué à promouvoir l'idée de la possibilité d'une science économique axiologiquement neutre qui pourrait servir de fondement aux réglementations. De plus, il est également fréquent de mentionner les liens entre Friedman et Pinochet lorsqu'on veut mentionner la proximité de certaines figures du néolibéralisme avec des régimes autoritaires³. Plutôt que de voir là le signe d'une contradiction, d'un opportunisme, d'une hypocrisie, nous pensons qu'on peut chercher à comprendre la cohérence de ces éléments en examinant la redéfinition de l'idéal démocratique opérée par Friedman.

Nous nous proposons donc de nous intéresser à la philosophie politique de Friedman en tant que telle et pour elle-même, plutôt que de le considérer comme un économiste qui aurait essentiellement fait sur le plan de la pensée politique un travail de vulgarisation de thèses existantes⁴. Il est vrai que la thèse selon laquelle le capitalisme est une condition nécessaire de la démocratie doit beaucoup à des arguments hayekiens, mais cela n'est peut-être pas l'élément central des thèses friedmaniennes sur la démocratie. Ce qui est original chez Friedman, c'est la mobilisation d'un idéal démocratique redéfini, mobilisation qui se fait à la fois contre le socialisme planificateur et contre la démocratie représentative dans les États à économie mixte. En cela la position de Friedman annonce celle de Buchanan⁵ plus qu'elle ne répète celle de Hayek. Friedman ne se contente pas de dire que le marché est nécessaire à la démocratie, mais il affirme également que, toutes choses étant égales par ailleurs sur le plan des libertés fondamentales, plus il y a de marché plus il y a de démocratie, car le marché est un système qui réalise plus adéquatement l'idéal démocratique. Pour parvenir à cette conclusion Friedman doit

² Voir par exemple Stedman-Jones (2012), Caré et Châton (2016) et Biebricher (2015).

³ Voir sur cette question Fischer (2009) et Edwards et Montes (2020).

⁴ On trouve notamment cette image de Friedman comme vulgarisateur de génie par exemple chez Burgin (2012).

⁵ Sur Buchanan voir dans ce dossier l'article de Nathanaël Colin-Jaeger.

affirmer qu'être démocratique, pour un système de coordination, ça n'est rien d'autre qu'accorder la plus grande quantité possible de libertés aux individus. L'idéal démocratique est ramené à un idéal de maximisation de la liberté individuelle correspondant à l'idée de gouvernement de l'individu par lui-même, et le marché est ensuite présenté comme le système idoine pour réaliser un tel gouvernement de soi par soi. C'est donc via une interprétation de l'idéal démocratique comme idéal de maximisation de la liberté individuelle que Friedman peut aboutir à l'idée que l'extension du marché est par essence démocratique. Une fois cette redéfinition comprise, l'importance de l'expertise économique n'apparaît plus comme paradoxale: la science économique a pour vocation d'organiser les bonnes conditions du gouvernement des individus par eux-mêmes sur le marché en déterminant quelles sont les bonnes règles. Nous montrerons que cette redéfinition permet également de comprendre en quoi, dans la perspective friedmanienne, il n'est pas nécessairement contradictoire avec l'idéal démocratique de soutenir un régime autoritaire si celui-ci se propose d'instaurer un marché libre⁶.

Nous nous proposons d'éclairer les différents éléments de cette redéfinition telle qu'elle est présentée dans *Capitalisme et liberté*, ainsi que d'interroger son rapport à la question de l'expertise en mobilisant également les *Essays on Positive Economics*. La cohérence et la validité des positions de Friedman dépend de manière importante de la validité de certaines conceptions économiques que nous signalerons mais que nous n'évaluerons pas. En revanche nous exposerons et évaluerons les implications conceptuelles de la redéfinition de l'idéal démocratique comme maximisation de la liberté individuelle. Nous montrerons d'une part que cet idéal est fortement indéterminé, ce qui laisse ouvertes des questions problématiques d'arbitrages entre liberté économique et liberté politique. D'autre part il s'agit d'une redéfinition de l'idéal démocratique qui amène à écarter deux éléments majeurs ordinairement associés à l'idée de démocratie, à savoir l'égalité de pouvoir des citoyens et la délibération publique.

⁶ Pour une approche différente on peut se référer l'article de Meadowcroft (2014, 358-367) qui insiste sur les éléments qui chez Friedman semble devoir exclure la possibilité du soutien de régimes autoritaires.

2. Le marché libre comme condition nécessaire mais non-suffisante de la démocratie

2.1. La nécessité de la liberté économique pour la démocratie: sens logique et sens matériel

Selon Friedman il ne peut pas exister de liberté politique sans liberté économique. Cette thèse est en fait à entendre dans deux sens distincts, qu'on pourrait appeler le sens logique et le sens matériel. Au sens logique il s'agit de dire que la liberté économique est une partie importante de la liberté en général et que par conséquent sa suppression ou limitation est une limitation de la liberté en général qui est moralement problématique. Au sens matériel il s'agit de dire que la liberté économique est une condition de possibilité matérielle de l'existence de ce que nous désignons ordinairement sous le titre "liberté politique" (liberté d'expression, d'association, etc.) Ces deux thèses sont posées dans le premier chapitre de *Capitalisme et liberté*. Le raisonnement général concernant le sens logique est le suivant: la liberté économique est une partie fondamentale de la liberté, le gouvernement réellement démocratique est celui qui permet l'existence du plus de liberté possible pour les individus, donc pour être démocratique il faut permettre l'existence de la liberté économique, d'où il suit que le socialisme démocratique est impossible.

Selon Friedman l'idée selon laquelle la démocratie pourrait être compatible avec le socialisme repose sur une représentation erronée des rapports entre l'économique et le politique:

On croit généralement que politique et économie sont des domaines distincts et, pour l'essentiel, sans rapport; que la liberté individuelle est un problème politique et le bien-être matériel un problème économique; enfin, que n'importe quel régime politique peut se combiner avec n'importe quel régime économique. De nos jours, cette croyance se manifeste d'abord par la défense du 'socialisme démocratique' [...]⁷.

Selon la conception qu'il attribue à de nombreux intellectuels qui lui seraient contemporains, l'économie serait le domaine concerné par le "bien-être" des individus, par leurs conditions matérielles d'existence, lorsque le politique serait un domaine relativement indépendant du premier et moralement supérieur qui concernerait proprement la liberté comme affirmation de valeurs par les individus. À cela Friedman oppose d'abord

⁷ Friedman (2010, 47).

l'idée que puisque l'échange sur un marché est nécessairement volontaire il correspond à un acte d'exercice de la liberté de l'individu. Plus fondamentalement le choix économique est instrumental, il nous permet d'accéder aux conditions de la réalisation de soi. Si je veux par exemple faire du football je dois pouvoir avoir accès à un club, et pouvoir m'y inscrire etc. Une liberté politique sans liberté économique serait donc purement formelle. Pour Friedman il convient donc de dire que la liberté économique est une dimension essentielle de la liberté, car en faisant librement des choix sur un marché les individus effectuent des opérations de détermination de leurs actions, de leurs activités, de leurs conditions de vie, et peuvent également affirmer leurs valeurs et leurs identités particulières. L'exercice de la liberté économique est une partie essentielle de la détermination de soi qui caractérise la liberté en général, et non un simple moyen d'accéder à un bien être relatif qui serait seulement la condition pour l'exercice de la liberté authentique. Par ailleurs il est erroné de considérer que le domaine du choix économique ne concerne *par nature* que des choix qui aurait quelque chose d'inessentiels par rapport à ce que l'on conçoit comme important dans la liberté de l'individu, car cela dépend en grande partie de l'extension qu'on accorde au domaine du marché. Par exemple, s'il existe un marché libre de l'éducation, les individus peuvent faire sur ce marché des choix qui expriment des éléments structurants et profonds de leurs identités en décidant par exemple entre éducation laïque ou religieuse⁸.

Cette thèse selon laquelle "la liberté économique est elle-même une composante de la liberté au sens large"⁹ permet déjà selon Friedman de contester la plausibilité du socialisme démocratique. En effet si être démocratique c'est garantir la liberté individuelle, et si la liberté économique est une composante essentielle de la liberté individuelle, dans la mesure où le socialisme planificateur limite la liberté économique il limite déjà le caractère démocratique de la société. Ici l'argument repose de manière

⁸ On peut donc renforcer l'argument de Friedman en remarquant que comme le suggère l'exemple du marché de l'éducation, il semble que l'importance axiologique que l'on peut accorder à la liberté économique comme partie de la liberté dépende de son étendue. S'il existe un marché de l'éducation, alors la liberté économique sera tout à fait importante dans la détermination par les individus de leurs identités et dans l'affirmation de leurs valeurs. Cela indique que ce n'est que si l'on a préalablement exclu politiquement certains domaines du champ de la liberté économique que l'on peut concevoir la liberté économique comme relevant d'une dimension basement matérielle de l'existence. Accepter une éventuelle limitation de la liberté économique sur la base son caractère inessentielle au regard de ce qui est important dans la liberté humaine semble donc relever d'un raisonnement circulaire, car c'est parce que la liberté économique est limitée en premier lieu qu'elle peut apparaître comme inessentielle.

⁹ Ivi, 48.

importante sur des conceptions qu'il appartient à la théorie économique d'évaluer: le socialisme planificateur est conçu comme limitant la liberté économique car il réduirait la possibilité de choix en restreignant la diversité des offres, notamment via des contraintes pesant sur l'innovation. Il limite donc le contenu réel possible de la liberté, en limitant la pluralité réelle des possibilités. Il est conçu par ailleurs comme diminuant quantitativement la liberté économique effective en freinant la création de richesse et donc la capacité moyenne à consommer, puisque le marché est tenu pour plus efficace pour créer de la richesse. Sur ces points Friedman puise largement dans l'histoire du néolibéralisme en reprenant des arguments développés notamment par Hayek et Mises dans le cadre de la querelle sur le calcul socialiste¹⁰. Concernant maintenant ce que nous avons appelé le "sens matériel" de l'argument de la condition nécessaire, il s'agit de dire que la concentration du pouvoir économique dans les mains de l'État représente une menace pour les libertés individuelles comme toute augmentation du pouvoir de l'État.

2.2. Le *disempowerment* comme exigence démocratique préventive

L'argument matériel consiste à affirmer que la direction centralisée de l'économie ne menace pas seulement la liberté économique mais bien la liberté en général, et est donc en cela incompatible avec la démocratie. L'argumentation se base sur le fond commun du néolibéralisme qu'est l'idée de *disempowerment*, associée à une analyse comparative des types d'organisation de la coordination sociale possibles¹¹, qui sont seulement au nombre de deux selon Friedman:

Il n'y a fondamentalement que deux manières de coordonner les activités économiques de millions de personnes. La première est la direction centralisée, qui implique l'usage de la coercition: c'est la technique de l'armée et de l'État totalitaire moderne. La seconde est la coopération volontaire des individus: c'est la technique du marché. La possibilité d'une coordination assurée grâce à la coopération volontaire repose sur cette proposition élémentaire – quoique fréquemment niée – que, dans une transaction économique, les deux parties sont bénéficiaires, *pourvu que cette transaction soit bilatéralement volontaire et informée*. Une coordination sans coercition peut par conséquent être le produit de l'échange¹².

¹⁰ Pour la critique de la planification et la querelle du calcul socialiste voir Hayek (1948), et von Mises (1920), et Boettke (2000). Colin-Jaeger et Delcey (2020) développent l'exemple de l'efficience des prix de marché chez Hayek.

¹¹ Sur le "disempowerment" chez les ordolibéraux voir notamment Fèvre (2016).

¹² Friedman (2010, 54-55).

La distribution des biens et des services dans un système de marché libre dépend des actions volontaires des individus qui contractent entre eux, lorsqu'elle dépend dans un système de direction centralisée de ce qu'une autorité veut bien attribuer en fonction de ses conceptions particulières de ce qui est juste et bon et de ses intérêts. Dans les mots de Friedman: "l'économie libre [...] donne aux gens ce qu'ils veulent, et non pas ce que tel groupe particulier pense qu'ils devraient vouloir"¹³. Le respect de la liberté des individus, qui est la caractéristique essentielle d'un régime démocratique, est donc garanti par le marché. À l'inverse il est en permanence menacé par une autorité centralisée ne serait-ce que parce qu'il n'est pas structurellement garanti. Apparaît ici l'idée que l'économie de marché est un système d'organisation de la coopération sociale qui est optimal pour protéger l'autonomie individuelle, et donc que le libéralisme économique peut être considéré comme un moyen de réaliser les éléments centraux des conceptions philosophiques traditionnelles de la liberté politique que sont l'autonomie et la souveraineté en donnant un pouvoir de décision aux individus par la consommation¹⁴.

On trouve chez Friedman deux arguments supplémentaires qui soutiennent l'idée selon laquelle l'autorité centralisée du socialisme est incompatible avec la démocratie. Premièrement la coordination de l'activité par l'État exige une concentration du pouvoir pour collecter l'information et faire appliquer les décisions, et le pouvoir d'application des décisions inclut un pouvoir de coercition des réfractaires. Cette concentration du pouvoir nécessaire à la coordination est en elle-même une menace pour la liberté. On retrouve ici les arguments de la *Route de la servitude* de Hayek. L'idée est d'abord que tout pouvoir constitué qui concentre une quantité importante de force est une menace potentielle car ce pouvoir une fois concentré peut être utilisé tôt ou tard contre les intérêts des citoyens:

La liberté politique signifie l'absence de coercition. La menace fondamentale contre la liberté est le pouvoir de contraindre, qu'il soit entre les mains d'un monarque, d'un dictateur, d'une oligarchie ou d'une majorité momentanée. La préservation de la liberté requiert l'élimination la plus complète possible d'une telle concentration du pouvoir, en même temps que la dispersion et le partage de ce qui, du pouvoir, ne peut être éliminé: elle exige donc un système de contrôles et de contrepoids. En ôtant à l'autorité politique le droit de regard sur l'organisation de l'activité économique, le marché supprime cette source de pouvoir coercitif¹⁵.

¹³ Ivi, 57.

¹⁴ Sur la question de la souveraineté dans la pensée néolibérale, et en particulier de la figure du consommateur souverain, voir Tourneux (2019).

¹⁵ Friedman (2010, 58)

La liberté étant définie comme la possibilité de ne pas être contraint dans ses choix individuels, tout pouvoir de contrainte des choix individuel est une menace potentielle pour l'existence de la liberté. Un premier argument consiste donc à identifier une limitation potentielle.

2.3. L'action homogénéisatrice de l'État comme limitation réelle de la liberté individuelle

Cet argument peut sembler relativement faible en raison de son apparence de sophisme de la pente glissante. Friedman le supplémente en affirmant également qu'il existe en plus de cette limitation potentielle de la liberté une limitation actuelle et immédiate de la liberté individuelle dès que l'on préfère l'action de l'État à celle du marché, puisque même si le gouvernement est tout à fait bienveillant et cherche à réaliser quelque chose comme le "bien commun" il imposera par son action une vision particulière de ce qui doit être fait qui n'a qu'une chance infime de coïncider avec les désirs de chacun des citoyens, lorsque le marché est susceptible de proposer une offre diversifiée face à une demande diversifiée. La défense du marché libre comme moyen de réalisation de l'idéal démocratique passe par un argument tout à fait classique de la philosophie politique libérale qui est celui de la tyrannie de la majorité. Quand bien même l'action de l'État serait déterminée par la volonté d'une majorité de la population, il y aura toujours une minorité dont la liberté sera limitée par le choix de la voie étatique car un système de marché aurait potentiellement pu satisfaire leurs désirs sans frustrer ceux des autres dans de nombreux cas.

L'élément original dans l'ensemble de cette argumentation, c'est le lien conceptuel direct qui est établi entre liberté économique et démocratie dans l'argument que nous avons appelé logique. En raison d'un individualisme méthodologique que nous exposerons la démocratie ne peut pas être comprise autrement que comme un idéal de maximisation de la liberté individuelle selon Friedman. Par ailleurs la définition de la liberté économique comme une dimension essentielle de la liberté permet à Friedman d'envisager explicitement le revenu des individus comme une somme d'unités de liberté:

Le citoyen des États-Unis que la loi contraint à consacrer quelque 10% de son revenu au financement de tel type particulier de système de retraite administré par le gouvernement, est frustré d'une partie correspondante de sa liberté politique¹⁶.

¹⁶ Ivi, 48. Il faut noter qu'en raison de problèmes de commensurabilité cette part ne peut pas être déterminée. Elle ne correspond évidemment pas à 10 % de liberté poli-

Il est clair à partir de ces éléments que le système qui sera le plus “démocratique” sera celui qui donne le plus de libertés économiques et qui permet le plus de création de richesse, si toutes choses sont égales par ailleurs concernant les droits et libertés politiques fondamentales. Dans son analyse comparative des systèmes Friedman pose explicitement l'idée d'une possibilité de comparer quantitativement les quantités de libertés individuelles donc jouisse les individus, ce qui se comprend dans sa perspective qui conçoit la réalisation de l'idéal démocratique comme une maximisation de la liberté individuelle¹⁷.

3. La réalisation optimale de la démocratie par l'extension optimale du marché

3.1. L'extension des arguments aux régimes mixtes

Les fondements théoriques de l'idée du capitalisme comme condition nécessaire de la démocratie permettent également à Friedman de dire qu'un système mixte entrave la réalisation parfaite de l'idéal démocratique. Les économies mixtes qui associent marché et intervention étatique coercitive ne sont pas réellement une “troisième voie” mais une hybridation qui est sous-optimale sur le plan de la liberté individuelle. Les critiques formulées par Friedman à propos du mode de coordination par l'autorité étatique ne s'appliquent pas uniquement aux États socialistes qui pratiquent l'économie planifiée mais à tous les cas où un secteur est confié à l'intervention de l'État, – intervention qui est conçue comme nécessairement déterminée par une conception politique particulière du bien et qui est supposée généralement moins efficace que le marché pour créer de la richesse.

Non seulement pour Friedman la démocratie est impossible dans un système dans lequel il n'existe aucune économie de marché, mais par ailleurs plus il y a de marché plus il y a de liberté des individus de décider pour eux-mêmes, et plus il y a par conséquent d'autonomie et de souveraineté et donc de démocratie. Friedman n'est toutefois pas un libertarien comme Nozick, ni même quelqu'un qui retournerait à un libéralisme de l'État minimal dans lequel l'État serait réduit à ses fonctions régaliennes comme Spencer. Il admet des champs légitimes d'intervention de l'État dans les domaines des biens indivisibles, de la préservation des conditions de la concurrence, de la gestion de certaines externalités négatives ou posi-

tique car la liberté politique ne se réduit pas à la liberté économique.

¹⁷ Ivi, 51.

tives (que Friedman appelle “effets de voisinage”), ainsi que dans une tâche sociale de limitation de l’extrême pauvreté par la distribution d’un revenu universel sous la forme d’impôt négatif. Friedman reprend sur cette question du rôle de l’État la métaphore de la règle du jeu très communément utilisée par les néolibéraux¹⁸ selon laquelle le rôle légitime de l’État est essentiellement un rôle d’encadrement du jeu du marché et de détermination de ses règles mais pas de joueur actif. L’État est légitime seulement en tant que cadre qui permet le bon déroulement des jeux du marché¹⁹, il est donc essentiellement conçu comme un moyen de produire de la liberté économique d’échanger, et tout écart par rapport à ce rôle est conçu comme un empiètement sur la liberté individuelle et donc sur la démocratie.

3.2. L’idéal démocratique compris comme maximisation de la liberté individuelle et la critique de la démocratie représentative

Friedman critique donc le fonctionnement des États qui dans le cadre d’une démocratie représentative gouvernent en s’appuyant sur une majorité pour légitimer des politiques d’intervention guidées par des préférences politiques particulières, tout en se refusant à critiquer la démocratie elle-même. Il s’efforcera de démontrer au contraire que l’extension du marché satisfait mieux les idéaux normatifs associés à l’idée de démocratie (liberté individuelle, autonomie, souveraineté) que la démocratie représentative qui conduit à l’intervention politique en privant certains individus d’une liberté qu’ils auraient pu avoir sur un marché. L’idéal normatif fondamental associé par lui à la démocratie est donc la maximisation de la liberté individuelle, comprise comme incluant comme dimension essentielle la liberté économique de choix. Néanmoins cela ne veut pas dire que l’État et le gouvernement sont conçus exclusivement comme des forces externes à la liberté politique des citoyens et qui la menacent. L’introduction de *Capitalisme et Liberté* explicite quelle doit être la doctrine de “l’homme libre” concernant le gouvernement:

La question qu’il se pose est plutôt la suivante: ‘Pour nous décharger quelque peu de nos responsabilités individuelles, pour atteindre nos divers buts, pour réaliser nos différents desseins, et, surtout, pour préserver notre liberté, comment pouvons-nous, mes compatriotes et moi, utiliser le gouvernement?’ Et aussi:

¹⁸ Sur la métaphore des règles du jeu et sur le rapport de Friedman à l’ordolibéralisme voir Audier (2012). Il faut noter que la métaphore des règles du jeu est un élément fort de l’ordo-libéralisme mais qu’elle est également utilisée par Lippmann ou Hayek.

¹⁹ Friedman (2010, 84)

‘Comment empêcher le gouvernement, notre créature, de devenir un monstre qui détruira cette liberté même pour la protection de laquelle nous l’avons établi?’²⁰.

Le gouvernement doit exister pour faciliter l’existence, préserver et exercer la liberté, et il doit être conçu par les citoyens comme un instrument pour cela et rien d’autre. Cette définition reste plutôt vague, et elle pourrait être jugée en première analyse compatible avec le fonctionnement d’un État dans lequel le gouvernement intervient fortement dans l’économie en s’appuyant sur une majorité qui l’a élu. En effet, il pourrait suffire que chacun ait un droit de vote égal pour pouvoir dire que la liberté de chaque individu de se gouverner lui-même est également respectée par les institutions, et il pourrait suffire que le gouvernement gouverne conformément à la volonté de la majorité pour que l’on dise qu’il gouverne conformément à l’intérêt de citoyens qui sont libres et qui exercent leur liberté politique par l’intermédiaire du gouvernement. Or selon Friedman une démocratie représentative dans laquelle le gouvernement a le pouvoir d’intervenir fortement dans l’économie en se fondant sur les conceptions normatives et axiologiques particulières d’une majorité est loin de satisfaire réellement les critères qu’il énonce. La première raison pour cela est que le renforcement du pouvoir étatique est vu comme une menace potentielle pour la liberté, mais plus fondamentalement l’idée est que ce qu’on appelle ordinairement le régime démocratique réalise très imparfaitement l’idéal démocratique de gouvernement des individus libres par eux-mêmes. Comme chez Buchanan plus tard, il y a chez Friedman une mobilisation d’un idéal démocratique redéfini contre une conception plus ordinaire de la démocratie qui associe le terme aux idées de suffrage, de délibération, et de bien commun.

3.3. L’individualisme comme fondement de la réalisation de la démocratie par le marché

Pour comprendre cette critique de la démocratie au nom de la démocratie, il faut s’intéresser à l’ontologie sociale de Friedman, dont l’individualisme exclut que l’on puisse penser le “bien commun” ou “l’intérêt général” autrement que comme la satisfaction optimale des préférences de chaque individu:

Aux yeux de l’homme libre, son pays n’est que la collection des individus qui le composent. Il ne les domine ni ne les dépasse. Cet homme est fier de l’hé-

²⁰ Ivi, 40.

ritage commun, fidèle aux traditions communes, mais il regarde le gouvernement comme un moyen – un instrument –, et non comme un distributeur de faveurs et de biens. On ne saurait l'adorer ou le servir aveuglément. Pour l'homme libre, la nation ne se propose aucun but propre, sinon celui qui résulte de l'addition des buts que les citoyens, chacun de leur côté, cherchent à atteindre; et il ne reconnaît d'autre dessein national que la somme des desseins individuels²¹.

La communauté politique n'est pas conçue comme un tout qui serait autre chose que la simple somme de ses parties, et par conséquent il n'existe pas de bien pour cette communauté qui serait autre chose qu'une situation dans laquelle chacune des parties est satisfaites au mieux. En conséquence, la démocratie ne sera pas conçue comme le régime dans lequel "un peuple" se gouverne lui-même en se dotant de lois et de politiques conforme à ses valeurs et préférences, car il n'y a pas de place pour penser une entité telle qu'un peuple qui aurait en propre des préférences, ce qui n'est qu'une conséquence logique de l'individualisme méthodologique et de l'hypothèse d'une pluralité de préférences. La démocratie doit donc être pensée non comme le gouvernement d'un peuple par lui-même, mais comme le gouvernement de soi par soi pour chacun, car les préférences des individus sont plurielles et tous ne peuvent pas voir leur liberté respectée par un gouvernement qui est légitimé dans sa politique axiologiquement orientée par une majorité des suffrages. La conséquence directe de l'individualisme méthodologique radical est que la démocratie n'est plus pensable autrement que comme définie par le respect maximal pour la liberté individuelle.

Il en découle donc que c'est le marché qui est le meilleur instrument du gouvernement démocratique car c'est lui qui permet au mieux de satisfaire les préférences de chaque individu:

Pour parler le langage de la politique, le marché est un système de représentation proportionnelle. Chacun peut, si j'ose dire, voter pour la couleur de cravate qui lui plaît; il n'a ni à savoir quelle couleur veut la majorité, ni à se soumettre s'il est parmi les minoritaires²².

Le suffrage majoritaire comme mode de détermination de l'action du gouvernement à partir de valeurs et de préférences particulières ne doit donc être employé que dans les cas où le recours à un marché n'est pas possible, comme dans le cas des biens indivisibles. Par exemple, puisque chacun ne peut pas avoir la quantité de défense nationale qu'il veut, il faut

²¹ Ivi, 39-40.

²² Ivi, 58.

bien procéder à cet expédient qu'est le vote²³. Cet individualisme motive également l'idée que l'intervention de l'État fondée sur les préférences particulières d'une majorité revient à une privation de liberté individuelle, non seulement parce qu'elle amène l'État à se substituer au marché qui est plus pluraliste, mais également parce que la liberté économique étant une partie de la liberté en général, la captation par l'État d'une partie du revenu des individus correspond à la captation d'une partie de leur liberté pour des fins qui ne sont pas nécessairement les leurs. Ceci en les privant de certaines opportunités (ce qui est un argument d'aspect conséquentialiste) mais également d'un pouvoir de décision qui leur revient concernant ce qui leur appartient, ce qui revient à une négation de l'autonomie²⁴.

3.4. Évaluation de l'argument de la maximisation de la liberté individuelle par le marché

Puisque cette proposition normative se fonde sur une valeur absolue conférée à la liberté individuelle, il convient de se demander si c'est bien l'extension maximale du marché partout où l'action étatique à partir de préférences particulières n'est pas nécessaire qui réalise le maximum de liberté. En effet on pourrait objecter que la tyrannie de la majorité est bien un problème mais qu'elle présente un dilemme difficilement arbitrageable et non un argument décisif contre le suffrage majoritaire. D'un côté dans le cas du fonctionnement par le vote majoritaire le droit de la minorité à agir et à être gouvernée conformément à ses convictions peut être bafoué. Cela pose d'autant plus problème qu'il peut exister des "minorités permanentes" dont le droit théorique à la liberté politique de se gouverner ne serait en définitive jamais actualisé. De l'autre côté, dans le cas où le gouvernement ne peut jamais agir sur la base de conceptions axiologiques et de préférences particulières sauf quand cela est absolument nécessaire, on pourrait aussi voir une limitation de la liberté dans le fait que la majorité voit son champ d'intervention politique restreint. Autrement dit même si on accepte l'individualisme méthodologique de Friedman, il n'est pas évident que le vote majoritaire ne soit pas l'option qui permette de faire advenir une situation dans laquelle chacune des parties du tout est satisfaite au mieux. D'un point de vue utilitariste on pourrait dire que dans certaines circonstances (si la désutilité produite pour la minorité n'équivaut pas à un gain faible pour la majorité) il vaut mieux satisfaire les préférences de la

²³ Ivi, 68.

²⁴ Ivi, 48.

majorité au détriment de la minorité, d'autant plus que la liberté égale de tous est reconnue dans le droit de vote égal et qu'il n'y a donc pas en ce sens de sacrifice des droits des uns au détriment des droits des autres.

Pour comprendre l'argument de Friedman il convient donc de dire qu'il considère que le suffrage majoritaire n'est pas un gain de quantité de liberté d'intervention de certains au détriment de la liberté d'une minorité, mais bien une perte nette de quantité totale de liberté. L'idée est qu'un marché libre permettrait le plus souvent de satisfaire à la fois la majorité et la minorité, le marché n'étant pas guidé par une conception particulière du bien mais par une réponse à la diversité des demandes. À nouveau l'exemple de l'éducation illustre bien cette idée: s'il faut voter pour trancher entre une éducation laïque ou une éducation religieuse comme fondement d'une politique publique d'éducation, ceux qui désirent l'option minoritaire devront tout simplement renoncer à la conformité à leurs valeurs pour accéder aux services éducatifs, alors que tout le monde aurait pu être servi dans le cadre d'un marché libre de l'éducation.

Le marché est donc conçu comme le moyen de respecter au maximum la valeur de pluralisme associée à l'idée de démocratie, car à la différence d'un groupe politique élu, le marché répond à toutes les conceptions du bien qu'il soit rentable de satisfaire. Parce que l'offre y répond à la demande, il n'est pas garanti que certaines minorités ne restent pas insatisfaites sur un marché, par exemple dans le cas d'un groupe religieux extrêmement minoritaire qui souhaiterait une éducation conforme à ses croyances mais qui serait trop peu important numériquement pour représenter une source de revenu intéressante pour un offreur potentiel. Néanmoins la tendance à l'uniformité reste moins forte dans un fonctionnement de marché que dans la mise en place de politiques publiques²⁵. Lorsque Friedman affirme que l'idéal démocratique des "hommes libres" consiste à utiliser le gouvernement comme un instrument "pour atteindre [leurs] divers buts, pour réaliser [leurs] différents desseins", il faut donc comprendre que le meilleur moyen pour que chacun puisse atteindre ses fins est supposé être dans la plupart des cas le marché, l'État servant ici d'instrument que dans la mesure où un certain encadrement est nécessaire au bon fonctionnement du marché.

²⁵ Ivi, 42: "[la] variété et [la] diversité de l'action individuelle, un gouvernement ne pourra jamais les reproduire".

3.5. La concurrence comme moyen de la liberté comme indépendance

Le rôle de la concurrence est un autre élément important à mentionner pour comprendre pourquoi Friedman considère que le marché libre réalise au mieux l'idéal démocratique, réduit à un idéal de maximisation de la liberté individuelle. Tout d'abord si le marché dont il est question n'était pas un marché structuré par des règles le rendant concurrentiel il ne pourrait satisfaire la valeur de pluralisme, car les monopoles limitent la liberté de choix. De manière plus générale la concurrence est conçue comme un facteur de *disempowerment*, de dispersion du pouvoir, et donc de préservation de la liberté:

Aussi longtemps que l'on maintient une liberté d'échange effective, le trait central du mécanisme du marché est qu'il empêche une personne de s'immiscer dans les affaires d'une autre en ce qui concerne la plupart des activités de cette dernière. Du fait de la présence d'autres vendeurs avec lesquels il peut traiter, le consommateur est protégé contre la coercition que pouvait exercer sur lui un vendeur; le vendeur est protégé contre la coercition du consommateur par l'existence d'autres consommateurs auxquels il peut vendre; l'employé est protégé contre la coercition du patron parce qu'il y a d'autres employeurs pour lesquels il peut travailler, etc. Le marché y parvient de façon impersonnelle et sans qu'il soit besoin d'une autorité centralisée.²⁶

Cet argument sur la concurrence permet à Friedman de dire que parce que l'extension du marché libre limite la concentration problématique du pouvoir entre les mains de l'État ou d'une entité privée quelconque, elle permet aussi de protéger les individus et les personnes juridiques les uns des autres. L'employé peut par exemple "virer son patron" si celui-ci est abusif, ce qui est impossible dans une économie planifiée, et plus le marché est concurrentiel moins l'individu est soumis à l'autorité de son employeur. Un argument similaire qui associe concurrence et dispersion est appliqué aux législations dans une défense du fédéralisme et du gouvernement local: le pouvoir doit être au maximum ancré à des échelons locaux pour que les législations soient diversifiées et que les individus insatisfaits par la législation locale puissent en changer²⁷. En pluralisant les offres la concurrence limite la dépendance des individus à l'égard des autres individus, des entreprises et des États. La défense de la concurrence au nom de la liberté a donc plusieurs aspects: il faut qu'il existe des marchés dont la structure permet qu'ils soient concurrentiels pour que les offreurs aient la liberté

²⁶ Ivi, 57.

²⁷ Ivi, 41.

d'y intervenir, mais plus fondamentalement le marché concurrentiel est conçu comme garantissant l'indépendance des individus, ce qui correspond à l'idée de liberté comme non-domination. La comparaison avec le "nouveau républicanisme" permet d'éclairer ce que vise l'argument de Friedman: Philip Pettit²⁸ insiste sur le fait que la liberté politique ne peut pas être définie simplement par l'existence d'une non-interférence de fait (qui pourrait exister par exemple dans le cas d'un propriétaire d'esclaves qui de fait laisserait ses esclaves faire tout ce qu'ils veulent), mais qu'il faut la penser comme impliquant une garantie légale et institutionnelle contre l'interférence en plus d'une non-interférence simplement factuelle. L'argumentation de Friedman vise à montrer ici qu'une société qui serait dotée de lois et d'institutions qui font exister un marché concurrentiel bien organisé donnerait une telle garantie.

4. Le rôle de l'expertise

4.1. L'expertise au service du gouvernement des individus par eux-mêmes

La question de la concurrence permet donc de comprendre pourquoi selon Friedman la réalisation correcte des idéaux politiques libéraux doit reposer sur une expertise économique scientifique conçue comme neutre. Pour réaliser l'idéal démocratique par le marché, c'est-à-dire faire exister le plus de liberté individuelle possible, il faut obtenir le marché le plus concurrentiel et le plus pluraliste possible, donc il est nécessaire d'avoir recours à une connaissance économique des moyens. Friedman fait de la liberté individuelle l'absolu normatif sur lequel doit être fondé le système politique et l'action publique, et il définit la liberté économique comme une dimension essentielle de la liberté en général, qui plus est comme un type de liberté particulièrement efficace (au sens où l'individu a plus de chances d'avoir directement ce qu'il veut par le marché que par le vote). À partir de ces prémisses poser la question de philosophie politique normative qu'est "Comment maximiser la liberté des individus?" amène rapidement à poser la question technique "Comment faire en sorte que les individus puissent faire le plus possible d'échanges sur un marché le plus diversifié et concurrentiel possible?".

²⁸ Voir Pettit (1989). Toutefois la mesure de la convergence réelle entre l'approche de Pettit et celle de Friedman ne peut évidemment pas être évaluée sur la base de ce simple rapprochement.

L'idéal normatif de la maximisation de la quantité totale de liberté permet donc d'aménager une place considérable pour l'expertise économique. La conception particulière de la démocratie de Friedman lui permet d'affirmer d'une part la nécessité de l'expertise économique comme fondement des politiques publiques et de la structuration des institutions, et d'autre part la nécessité de préserver le plus de démocratie possible, et sans qu'il y ait là de tension selon lui. Les experts doivent déterminer, en ayant recours à l'analyse économique, la réponse à la question "Comment faire en sorte que les individus puissent faire le plus d'échange possible sur un marché le plus diversifié possible?", mais cela n'est que la condition pour que les individus puissent vivre dans la société la plus démocratique possible, c'est-à-dire celle dans laquelle ils sont le plus libres possible de faire des choix pour eux-mêmes.

Il revient donc aux experts en économie de déterminer les règles pour un fonctionnement optimal du marché ainsi que de trancher dans les cas où une intervention de l'État peut sembler nécessaire, par exemple lorsqu'il faut comparer le coût d'une externalité négative au coût de sa limitation, mais cela n'est pas conçu comme un empiétement sur la liberté politique mais comme un travail qui permet d'assurer les conditions optimales de l'exercice de la liberté des individus. De ce point de vue la théorie de Friedman peut prétendre satisfaire l'idée selon laquelle dans une démocratie le rôle des experts doit être de donner aux citoyens les moyens techniques de parvenir à leurs fins, mais elle le fait de manière particulièrement originale.

4.2. L'expertise et le problème de la finalité de l'action publique

L'importance de l'expertise est déjà affirmée dans les *Essays in Positive Economics* de 1953 mais des différences importantes sont à noter. Dans les *Essays* Friedman affirme que l'économie positive – qui est chargée de faire des prédictions et de les tester expérimentalement pour obtenir des propositions scientifiques consensuelles – a pour vocation de guider les politiques publiques²⁹. Cette affirmation selon laquelle une théorie économique prédictive possède immédiatement une capacité normative repose sur l'idée selon laquelle ce ne sont pas essentiellement les finalités de l'action publique et des institutions qui font débat mais surtout les moyens d'atteindre ces fins. Tout le monde est d'accord par exemple pour dire qu'il serait bon qu'il y ait plus de richesses créées, moins de pauvreté, et moins de chômage, mais tout le monde n'est pas d'accord sur les moyens d'obtenir cela. Il manque donc une théorie

²⁹ Friedman (1966).

qui fasse la preuve de ses capacités de prédiction pour fournir la connaissance de ces moyens. Il est important de noter ici que la grande confiance en la capacité d'une théorie économique expérimentale à trancher le désaccord ne peut reposer que sur l'idée qu'il n'y a pas ou peu d'arbitrage à faire entre les différentes finalités qu'on peut rationnellement attribuer à l'organisation de l'économie, ce qui implique par exemple que la bonne théorie économique en question indique que ce qui est optimal pour la création maximale de richesse est également optimal pour la réduction de la pauvreté.

Cette thèse du consensus entre les individus rationnels sur les finalités, qui sert dans les *Essays* à légitimer le rôle accordé à l'expertise économique, semble en première analyse en contradiction avec le pluralisme et le scepticisme par rapport à l'idée de bien commun qu'on trouve dans *Capitalisme et Liberté*. Il peut y avoir deux moyens de résoudre cette contradiction apparente. Une première solution consisterait à affirmer que la finalité consensuelle de la théorie économique est en fait la maximisation de la quantité de liberté économique, ce qui permet d'intégrer le pluralisme en disant que la théorie économique n'est qu'un instrument au service de l'usage optimal par les individus de leur propre liberté, mais ceci semble problématique car la réalisation de la quantité totale maximale de liberté économique pourrait se faire au détriment par exemple de la limitation de la pauvreté qui semble également être une finalité rationnelle³⁰. Une autre solution consisterait à dire qu'il n'y a pas de contradiction car dans les faits c'est l'application de la même théorie qui permet de satisfaire de manière optimale à la fois l'ensemble des finalités que l'on peut rationnellement attribuer à la politique économique (création de richesses, limitation de la pauvreté, limitation du chômage, etc.) et la maximisation de la quantité totale de liberté individuelle (par la mise en place du marché le plus concurrentiel et le plus diversifié possible). Il est probable que la position de Friedman soit celle-ci, mais on voit alors que sa cohérence dépend d'une confiance très forte en une théorie économique particulière.

4.3. Évaluation de l'argument: les conséquences paradoxales potentielles de la maximisation de la liberté par le recours à l'expertise

On peut objecter que l'absence de conflit entre la réalisation optimale de la démocratie et le rôle maximal accordé à l'expertise n'est possible chez Fried-

³⁰ Il est parlant à cet égard que Friedman considère que ses opposants politiques de gauches ont usurpé le qualificatif "libéral" lorsqu'ils se donnent en fait pour finalité première la défense de l'égalité et du bien-être (Friedman 2010, 45).

man que grâce à son idée particulière de maximisation de la quantité totale de liberté individuelle comme contenu essentiel de l'idée démocratie, assortie d'une interprétation particulière de ce contenu. Pour s'en convaincre on peut passer par une expérience de pensée: supposons que la majorité d'une population souhaite un gouvernement qui intervient fortement dans l'économie et ne soit pas convaincue par l'idée que le marché produirait de meilleurs résultats, et ce contre toutes les recommandations de la bonne science économique. Dans ce cas particulier l'argument de Friedman selon lequel il y a toujours une perte nette de liberté dans les cas de vote de la majorité sur des questions particulières ne fonctionne pas, car la majorité ne peut pas avoir ce qu'elle veut par le marché, puisque ce qu'elle veut c'est une intervention de l'État. Néanmoins si on considère qu'il est vrai que le marché maximise la quantité totale de liberté et que l'idéal démocratique consiste essentiellement à chercher cette maximisation, alors il sera "démocratique" d'imposer à cette population irrationnelle une maximisation de sa liberté contre son gré en instaurant un marché concurrentiel conformément aux recommandations des experts (ce qui pourrait éventuellement se justifier par une théorie de l'accord hypothétique selon laquelle c'est cela que les individus choisiraient s'ils étaient rationnels). On peut alors aboutir à l'idée paradoxale de réalisation de l'idéal démocratique par une maximisation contrainte de la liberté. On peut donc en conclure que si Friedman parvient à éviter l'idée d'un conflit entre idéal démocratique et rôle prescriptif des experts économiques, ça n'est que grâce à une redéfinition radicale de la démocratie. Il ne s'agit toutefois pas de dire que Friedman défend explicitement une telle option mais que ceci est une conséquence logique possible et problématique des éléments centraux de sa théorie.

5. L'indétermination de l'idéal de maximisation de la liberté individuelle

5.1. Les droits fondamentaux comme deuxième condition nécessaire de la démocratie

Néanmoins, les deux questions "Comment maximiser la liberté des individus?" et "Comment faire en sorte que les individus puissent faire le plus d'échange possible sur un marché le plus diversifié et concurrentiel possible?" ne sont pas conçues par Friedman comme équivalentes, et par conséquent l'existence du marché libre est conçue comme une condition

nécessaire mais non suffisante de la démocratie³¹. Pour qu'il y ait démocratie, il faut qu'un ensemble de droits fondamentaux qui ne sont pas économiques soient garantis à tous les individus. Par exemple la liberté d'expression et la liberté de voter quand cela est nécessaire. Ces droits sont ceux qui sont supposés par l'idée de liberté comme gouvernement de soi par soi et comme protection contre l'interférence arbitraire d'autrui, soit ceux que chacun parce qu'il les veut pour lui-même ne peut pas refuser à autrui. Friedman illustre cette idée à l'aide d'une brève narration:

Un homme veut se tenir à un coin de rue et prôner la régulation des naissances; un autre, le communisme; un troisième, le végétarisme; et ainsi de suite, *ad infinitum*. Pourquoi ne pas voter une loi conférant ou interdisant à chacun le droit de répandre ses vues particulières? Ou, alternativement, pourquoi ne pas donner à un organisme administratif le droit de décider? Il est évident que si nous devons prendre chaque cas tel qu'il se présente, une majorité se dégagerait presque certainement la plupart du temps – peut-être même dans chaque cas pris séparément – pour refuser aux intéressés la liberté de parole. Un vote sur la question de savoir si monsieur X doit pouvoir faire de la propagande en faveur de la contraception entraînerait presque assurément une majorité de 'non'; de même pour un vote sur le communisme. Peut-être le végétarien s'en tirerait-il, quoique cela ne soit nullement décidé d'avance. Mais supposons maintenant que tous ces cas soient regroupés et que l'on demande à la population dans son ensemble de voter globalement à leur sujet; de décider, donc, sur la question de savoir si, dans tous les cas, la liberté de parole doit être refusée ou accordée. Il est parfaitement concevable, et, dirais-je, extrêmement probable, qu'une majorité écrasante se prononcera en faveur de la liberté de parole; c'est-à-dire que, décidant sur l'ensemble des questions, les gens voteront exactement à l'opposé de la façon dont ils auraient voté sur chaque cas pris séparément. Pourquoi cela? Une des raisons en est que chaque individu, quand il appartient à une minorité, éprouve des sentiments beaucoup plus forts en matière d'interdiction du droit de parole – car c'est sa propre liberté qui est en cause – qu'il n'en ressent quand il fait partie d'une majorité – car il s'agit alors de la liberté d'autrui. En conséquence, quand il vote sur l'ensemble, il donne beaucoup plus de poids à la possibilité d'une atteinte éventuelle à sa propre liberté de parole qu'à celle d'un déni s'adressant à autrui³².

La généralité de la formulation et l'universalité de l'application des droits fondamentaux permettent de satisfaire l'idée selon laquelle si quelqu'un veut un droit pour lui-même il doit le reconnaître pour les autres, et s'il veut imposer un devoir aux autres il doit le reconnaître comme valable également pour lui. La conséquence idéale de ces contraintes sur le choix des droits est que la rationalité des individus les amènera à devoir accorder

³¹ Friedman (2010, 51).

³² Ivi, 107.

à tous une quantité égale maximale de liberté. Ce qui pose problème avec cette procédure, c'est que même si chacun doit reconnaître aux autres les droits qu'il veut pour lui-même cela ne produit pas nécessairement immédiatement un accord car il n'est pas évident que tous les individus soient également attachés de la même manière aux mêmes droits. En raison de la possibilité du désaccord, on peut trouver ici une place pour un débat politique démocratique dans la théorie friedmanienne.

De manière générale l'insistance de Friedman sur la pluralité des valeurs des individus le conduit à souscrire à la théorie libérale classique de la priorité du juste sur le bien, c'est-à-dire que puisque les individus ont des valeurs et des préférences multiples concernant l'usage de leur liberté, et puisque ces valeurs et préférences ne semblent pas pouvoir facilement être hiérarchisées, le système juste est celui qui donne aux individus la plus grande quantité de liberté égale pour tous afin que les individus puissent mettre en œuvre librement leurs conceptions particulières du bien. C'est ce que formule à sa manière Friedman lorsqu'il dit que "l'un des principaux objectifs du libéral est de laisser l'individu se débrouiller avec les problèmes éthiques"³³.

5.2. Problèmes de priorité et problèmes d'arbitrages

Cette précision de Friedman concernant l'importance des droits fondamentaux a toutefois quelque chose d'insuffisant car une indétermination importante persiste. Friedman semble réfléchir exclusivement en termes de maximisation de la quantité totale de liberté individuelle, ou en tout cas ne pas poser explicitement la question de la hiérarchisation des principes normatifs fondamentaux. La théorie de Friedman, si on la considère comme une théorie de philosophie politique normative, peut être vue comme incomplète de ce point de vue en raison de l'absence d'un principe clair de hiérarchie qui donnerait la priorité à la satisfaction d'un type de libertés données (qui affirmerait par exemple que les droits fondamentaux égaux pour tous doivent être obtenus prioritairement). Il convient d'expliquer clairement en quoi cela pose un problème, car il n'est en réalité pas du tout évident qu'il faille nécessairement hiérarchiser les types de libertés.

Le problème est le suivant: Friedman pose la liberté individuelle comme fondement absolu de l'ordre politique légitime, et considère que la démocratie est essentiellement ce qui respecte cette liberté. Par ailleurs il définit cette liberté comme incluant la liberté économique, à côté des droits fon-

³³ Ivi, 54.

damentaux associés traditionnellement à la liberté politique. Il apparaît évident à partir de là qu'un régime sera complètement ou parfaitement démocratique que s'il accorde à la fois des droits fondamentaux égaux pour tous et étendus et la liberté économique. Mais l'idéal de maximisation de la liberté individuelle est trop indéterminé, car ce qui n'est en revanche pas évident dans cette perspective, c'est la réponse à la question "Quel est le système qui permet le plus de liberté, et qui est par conséquent le plus démocratique?", quand on la pose en voulant comparer entre deux systèmes ayant les caractéristiques suivantes: un système A dans lequel la liberté économique est fortement limitée mais des droits fondamentaux égaux et étendus pour tous sont accordés, et un système B dans lequel la liberté économique est aussi peu limitée que possible mais dans lequel il n'y a pas de droits fondamentaux égaux pour tous et étendus.

Un premier élément du problème est l'incommensurabilité entre la liberté économique de faire des choix sur un marché et la liberté politique entendue au sens plus traditionnel (d'expression, d'association, de manifestation, etc.). Se posent également des problèmes d'arbitrages potentiels entre égalité (c'est-à-dire répartition) et maximisation, du type de ceux qui se poserait par exemple dans une situation où il existerait la possibilité de faire accéder une certaine part de la population aux joies de la consommation sur un marché à condition qu'une certaine autre part de la population soit privée de droit politiques. En raison de ces problèmes il est impossible de dire à partir de la théorie de Friedman ce qui est préférable du point de vue de l'idéal démocratique quand il y a dans une situation historique donnée un choix à faire entre libertés politiques et liberté économique, ainsi qu'un choix à faire entre égalité de liberté et maximisation de la quantité de liberté de certains. Il est possible que de tels problèmes ne soient pas abordés par Friedman en raison de la conviction que de tels arbitrages n'existent pas, conformément à l'argument de la pente glissante selon lequel l'intervention dans l'économie exige toujours la concentration du pouvoir qui est toujours elle-même une menace pour les libertés politiques, ce qui va avec la conviction symétrique selon laquelle le marché libre est un antidote naturel à l'autoritarisme politique car il disperse le pouvoir.

Il n'en reste pas moins qu'on peut légitimement se demander ce que commanderait la théorie normative de Friedman face à une alternative entre maximisation de la quantité totale de liberté économique et garantie d'une égalité des libertés fondamentales entre les individus, puisque seule l'idée indéterminée de liberté individuelle comme absolu normatif est clairement posée. Un arbitrage de ce type pourrait exister par exemple dans la situation où une dictature qui fait enfermer voire exécuter les opposants

politiques se propose de mettre en place un marché capitaliste ouvert sur le marché mondial dans son pays. Si la maximisation de la quantité de liberté individuelle est le but légitime de l'action publique, et si la liberté économique, supposément maximisée par le marché libre, est une part essentielle et particulièrement efficace de la liberté, alors une maximisation de la quantité de liberté individuelle pourrait se faire au détriment des libertés fondamentales égales pour tous. Il ne serait alors pas fondamentalement en contradiction avec la conception friedmanienne de la maximisation de la quantité de liberté comme finalité de l'action politique de soutenir par exemple un régime qui saperait les libertés fondamentales mais se proposerait d'instaurer un marché libre.

Ceci nous indique que la compromission de l'école de Chicago avec Pinochet n'est pas de ce point de vue un simple accident en contradiction avec la théorie professée publiquement, mais quelque chose qui pourrait être légitimé par la pensée de Friedman en raison de son indétermination. Il ne serait peut-être pas charitable d'attribuer directement à Friedman la thèse selon laquelle un gain important de liberté économique peut compenser et justifier une perte de libertés fondamentales dans un cas d'arbitrage, mais il est important de noter qu'une telle conclusion n'est pas incompatible avec sa théorie en raison de l'indétermination de l'idéal de maximisation de la liberté individuelle. Ce sont des problèmes similaires d'indétermination de l'idéal normatif, d'incommensurabilité et d'arbitrages possibles qui font que la théorie de Friedman laisse ouverte la possibilité de défendre l'idée qu'il serait légitime d'instaurer un capitalisme de marché étendu contre la volonté d'une majorité de la population au nom de la maximisation de la liberté, puisqu'on aurait ici un arbitrage à faire entre respect de la volonté politique exprimée et augmentation de la liberté économique. Ici l'application de l'idée de maximisation de la quantité de liberté exigerait de faire des comparaisons quantitatives entre des types de libertés qualitativement différentes (liberté économique et liberté d'être gouverné par un État qui agit conformément à la volonté exprimée des citoyens), ce qui semble être une opération difficilement intelligible. Dire que l'idéal de maximisation de la liberté individuelle est indéterminé, cela n'est évidemment pas la même chose que de dire qu'il impose de privilégier la liberté économique au détriment de la volonté de la majorité de la population ou des droits fondamentaux. Il s'agit de dire que cet idéal fait des questions "Faut-il imposer une politique publique libérale contre l'avis de la majorité?" et "Faut-il favoriser l'implantation d'une dictature favorable au libre-échange et à l'économie de marché?" des questions tout à fait lé-

gitimes et ouvertes, sans proposer de critère clair pour faire les arbitrages qui s'imposent.

6. Conclusion: L'idée de réalisation optimale de la démocratie par l'extension du marché relève-t-elle de la capture sémantique?

Nous avons montré que l'individualisme méthodologique radical de Friedman et l'idée de pluralité irréductible des préférences amènent à ne pouvoir penser la démocratie que comme protection et extension de la liberté individuelle. Associées à cela, l'inclusion de la liberté économique comme part essentielle de la liberté et l'absence de règles claires de priorité entre les types de libertés font que la conception de l'idéal démocratique de Friedman laisse ouverte la possibilité de la mettre au service d'actions qu'on jugerait intuitivement parfaitement anti-démocratiques (par exemple imposer une décision des experts contre la volonté d'une majorité de la population, ou favoriser l'instauration d'un régime autoritaire à condition qu'il mette en place un marché libre). Face à ce constat on peut légitimement se demander si Friedman fait plus qu'une opération rhétorique de "capture sémantique" du terme de "démocratie" pour mobiliser sa connotation positive au service d'un certain programme.

On peut d'abord remarquer que lorsqu'on dit que l'extension maximale du marché réalise au mieux l'idéal démocratique parce qu'elle fournit la plus grande quantité totale possible de liberté pour les individus, un élément traditionnellement important de l'idée de démocratie semble avoir disparu, à savoir l'égalité de pouvoir des citoyens. Face à l'argument du caractère inégalitaire du capitalisme de marché Friedman affirme qu'une société socialiste contrôlée par un pouvoir central planificateur et coercitif est nécessairement plus inégalitaire qu'une société capitaliste car le pouvoir y est beaucoup plus concentré. Un tel argument n'a toutefois que peu d'efficacité face à l'alternative d'une société dans laquelle des politiques publiques d'intervention sont décidées par suite d'un vote à la majorité, sauf à supposer une pente glissante inexorable. Si on reconnaît l'égalité de pouvoir des citoyens comme un élément nécessaire de la démocratie, on peut être amené à favoriser un système de suffrage dans lequel le poids égal de chacun est assuré, contre un système de marché dans lequel rien ne garantit l'égalité stricte de pouvoir des individus dans leur capacité à déterminer le devenir de leur société. Si on accroît au maximum le champ du marché, on accroît au maximum le champ dans lequel les capacités des individus à obtenir la satisfaction de leurs désirs sont proportionnelles à leur capital.

On voit ici que Friedman perd donc l'élément traditionnel de l'idée de démocratie qui est l'égalité de liberté effective, de pouvoir de décision réel.

Un deuxième élément fréquemment associé l'idée de démocratie et qui semble absent de la conception friedmanienne est la délibération comme moyen de décision collective. Celle-ci doit exister là où il est nécessaire de voter car une solution de marché n'est pas envisageable, mais son rôle est largement diminué au nom de la défense de la liberté individuelle. Du point de vue friedmanien il serait inutilement coûteux pour les individus de chercher à se convaincre mutuellement du bien-fondé d'une orientation axiologique particulière pour une politique publique alors qu'ils pourraient tous obtenir ce qu'ils veulent par le marché. Cette minimisation du rôle de la délibération peut avoir des effets problématiques, puisque qu'en l'absence d'impératif de justification publique des volontés politiques les préférences et les valeurs irrationnelles ou déviantes peuvent fleurir à condition de rencontrer une offre³⁴. On pourrait envisager par exemple, dans un marché libre de l'éducation, des écoles à cursus racistes ou négationnistes. On voit ici en quoi le fait que le libéralisme de Friedman ait pour but premier de "laisser l'individu se débrouiller avec les problèmes éthiques" peut poser un problème.

L'idée même qu'il puisse y avoir des valeurs irrationnelles est difficilement formulable dans le cadre de la pensée de Friedman puisque la conception de la rationalité qu'il utilise est celle de la rationalité instrumentale économique, c'est-à-dire de la rationalité qui sert à un individu à satisfaire ses préférences exogènes de manière optimale. Toutefois, dans la perspective de Friedman, on peut opposer à cet argument des préférences axiologiques déviantes un argument selon lequel ces préférences sont encore plus dangereuses dans un système politique qui laisse l'intervention du gouvernement être déterminée par des finalités particulières, car elles peuvent alors avoir un jour à leur service le pouvoir de l'État³⁵. Un tel argument semble toutefois impliquer un scepticisme qu'il conviendrait de justifier concernant la possibilité que puissent exister des limitations constitutionnelles importantes et efficaces des finalités que peut se donner un État. Évidemment des limitations légales concernant les valeurs et doctrines que peuvent professer des établissements privés sont également envi-

³⁴ La valeur de cette objection dépend évidemment de la valeur de la double affirmation (métaéthique et empirique) selon laquelle il y aurait des valeurs et des préférences politiques qui sont irrationnelles et qui pourraient être éliminées par un processus de délibération collective.

³⁵ Friedman (2010, 186).

sageables, mais Friedman s'oppose explicitement à de telles limitations car elles relèvent d'une intervention de l'État au nom de valeurs particulières³⁶.

Répondre définitivement à la question de la capture sémantique exigerait de déterminer un sens précis du terme démocratie, ce qui comporterait nécessairement une part importante de stipulation arbitraire; ce qu'on peut dire en revanche c'est que si on considère que ce qui est essentiel à la démocratie c'est prioritairement l'autonomie, la liberté individuelle comprise comme incluant la liberté économique et la dispersion du pouvoir, alors on peut penser que Friedman propose réellement une théorie de la démocratie. Si en revanche on considère comme essentiels à la démocratie les éléments de garantie d'un pouvoir égal de détermination du devenir de la société, de délibération collective en vue d'une détermination du bien commun et de débat public, on pourra pencher en faveur de la thèse de la capture sémantique.

Bibliographie

- Audier S. (2012), *Néo-libéralisme(s): une archéologie intellectuelle*, Paris : Grasset.
- Biebricher T, (2015), *Neoliberalism and Democracy*, in "Constellations", 22, 2: 255-266.
- Boettke P. (2000), *Socialism and the Market: The Socialist Calculation Debate Re-visited*, London: Routledge.
- Burgin A. (2012), *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets since the Depression*, Cambridge-London: Harvard University Press.
- Caré, S. et Châton, G. (2016), *Néolibéralisme(s) et démocratie(s)*, in "Revue de philosophie économique", 17, 1 : 3-20.
- Colin-Jaeger, N. et Delcey, T. (2020), *When efficient market hypothesis meets Hayek on information: beyond a methodological reading*, "Journal of Economic Methodology", 27, 2: 97-116.
- Edwards S. et Montes L. (2020), *Milton Friedman in Chile: Shock Therapy, Economic Freedom, and Exchange Rates*, in "Journal of the History of Economic Thought", 42, 1: 105-132.
- Fèvre R. (2017), *Le marché sans pouvoir: au cœur du discours ordolibéral*, in "Revue d'économie politique", 127, 1: 119-151.

³⁶ Voir notamment *ibidem* où Friedman développe le pouvoir coercitif de l'État ne saurait se donner positivement et explicitement pour but de lutter contre le racisme "dans une société libre".

- Fischer K. (2009), *The Influence of Neoliberals in Chile before, during, and after Pinochet*, in Mirowski P. et Plehwe D. (eds.), *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge-London: Harvard University Press.
- Friedman M. (2002) [1962], *Capitalism and Freedom*, Chicago: Chicago University Press; tr. fr. *Capitalisme et liberté*, Paris: LEDUC.S Éditions 2010.
- Friedman M. (1966) [1953], *The Methodology of Positive Economics*, in Friedman M. (ed.), *Essays in Positive Economics*, Chicago: University of Chicago Press
- Hayek F. (1948), *Individualism and Economic Order*, Chicago: University of Chicago Press.
- Meadowcroft J. (2014), *Hayek, Friedman, and Buchanan: On Public Life, Chile, and the Relationship between Liberty and Democracy*, in "Review of Political Economy", 26, 3: 358-367.
- Pettit P. (1989), *The Freedom of the City: A Republican Ideal*, in Hamlin A. and Pettit P. (eds.), *The Good Polity*, Oxford: Blackwell Publishers.
- Stedman-Jones D. (2012), *Masters of the Universe*, Princeton: Princeton University Press.
- Tourneux O. (2019), *La souveraineté à l'ère du néolibéralisme*, thèse de doctorat en Philosophie, ENS de Lyon.

